

*Bulletin départemental de la Fédération Syndicale Unitaire
(enseignement, éducation, recherche, culture)
45 rue Parmentier 21000 DIJON
Tél 03 80 70 14 47 - Mél fsu21@free.fr*

Édito :

Les raisons de la colère !

Le gouvernement entend sacrifier nos retraites, mais nous ne sommes pas dupes ! Nous savons bien que les solutions présentées comme inéluctables relèvent en fait de choix politiques. Nous savons que d'autres choix sont possibles, basés sur une répartition plus juste des richesses qui permettrait une augmentation des financements. Si le gouvernement entend faire une réforme « juste », c'est par là qu'il faut commencer, avec la volonté affichée de réduire les inégalités, et non de rassurer les marchés financiers.

Nous savons que l'aggravation de la dette publique est due pour une part à la crise, mais également aux pertes de recettes organisées et voulues par les gouvernements : en 10 ans, ont été perdus ainsi 100 à 120 milliards d'euros (78 milliards pour les « niches fiscales »), ainsi que le mentionne le rapport du député UMP Gilles Carrez pour la commission des finances de l'Assemblée Nationale, auxquels on peut ajouter 40 milliards de fraudes fiscales.

Nous savons que les réformes de 1993 et 2003 ont entraîné peu à peu une paupérisation alarmante des retraité-e-s, et que cette catastrophe sociale va s'accroître. Parce qu'on prétend allonger sans cesse la durée des cotisations alors que la réalité des carrières et du travail va dans l'autre sens, le seul résultat ne peut être que la baisse des pensions. Nous savons aussi que le chômage et la précarité vont s'aggraver, pour les seniors mais également pour les jeunes, comme le montre une étude de l'INSEE concernant l'application des réformes de 1993 et 2003. Nous le savons, mais nous ne l'acceptons pas !

Nous nous souvenons aussi de la promesse du candidat Sarkozy de ne pas toucher l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans ! Modifier cet âge, c'est encore faire le choix de l'inéquité : si l'espérance de vie a bien augmenté, et l'on ne peut que s'en réjouir, elle n'est pas la même, et de loin, pour toutes les catégories socio-professionnelles ; de plus, il faut considérer l'espérance de vie en bonne santé, qui est à 60 ans moitié moindre que l'espérance de vie tout court. Nous ne nous résignerons pas à travailler toujours plus longtemps au détriment de notre santé, ni à toucher des retraites de misère.

Colère aussi devant la propagande pour la réforme du gouvernement dans les médias ! Les organisations syndicales et politiques n'ont pas les moyens de faire connaître aussi largement leurs propositions alternatives ! On nous refuse le grand débat démocratique que nous réclamons.

Cette réforme, pour laquelle les efforts sont essentiellement demandés aux salarié-e-s, se double en plus d'annonces telles la réduction drastique des aides sociales, l'augmentation de la taxe d'habitation, le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2013 (qui vont voir de fait leur salaire net diminuer), la remise en cause des services publics avec 100 000 postes supprimés en 3 ans et encore 34 000 suppressions prévues au budget 2011, autant de régressions qui vont toucher aussi bien la justice, l'éducation, la culture, la santé... ! En bref, un plan de rigueur et d'austérité sans précédent, même s'il refuse de dire son nom. Mais, parallèlement, les 500 ménages les plus fortunés ont perçu, en 2009, 80 milliards d'euros de plus qu'en 2008 ! Alors oui, notre colère monte pour réclamer davantage de justice sociale.

Mais on s'empresse de masquer, d'étouffer ces débats-là ! Et dès le mois de juillet on ne parle

plus que d'insécurité, avec des amalgames honteux et mensongers, des discours haineux, et des décisions odieuses. Nos gouvernants se lancent dans une surenchère abjecte, ils stigmatisent tour à tour les Roms migrants et les gens du voyage (sans les distinguer, d'ailleurs), les immigrés, les parents de mineurs délinquants (qui se verront bientôt soumis en plus à l'obligation de résultats scolaires !)... Ils expulsent des étranger-ère-s et détruisent des familles, sans états d'âme, ils rasent violemment les « camps illégaux de Roms », ils menacent de retirer la nationalité, remettant en cause l'égalité des citoyen-ne-s devant la loi, au mépris de la Constitution. Ainsi, certains seraient plus Français que d'autres, certains seraient plus égaux que d'autres ?! Que dire alors de ces « bons » Français qui ne paient pas leurs impôts en France, de ceux qui pratiquent la fraude fiscale, de ceux qui licencient à tour de bras, de tous ces gens-là qui compromettent gravement la sécurité des Français-es en accentuant l'insécurité sociale ? Et comment pourrions-nous accepter de recevoir des leçons de moralité de la part de certains hommes politiques dont les noms reviennent régulièrement dans des affaires douteuses ? Autre principe républicain bafoué, celui de la présomption d'innocence, puisque désormais on peut être « présumé coupable » !

Les déclarations s'enchaînent, et c'est une véritable xénophobie d'état qui s'exprime, avec une violence inouïe (pendant que l'extrême-droite jubile et se frotte les mains), au point que les experts de l'ONU, la presse étrangère, certains gouvernements, et jusqu'au pape, s'inquiètent de la recrudescence du racisme dans le discours politique français. Non, les immigré-e-s, les jeunes, les Roms ne sont pas des « problèmes » pour la société. Tout cela ne peut que nous faire réagir, en venant s'ajouter aux multiples raisons de notre colère !

Nous refusons que ces gouvernants prétendent s'exprimer en notre nom. Non, nous ne sommes pas des « milliardaires de gauche », et nous rejetons de toutes nos forces cette politique de la haine et de l'exclusion ! Nous le disons haut et fort ! Nous n'oublions pas que l'insécurité dont nous avons le plus à craindre, c'est bien l'insécurité sociale ! Nous participerons massivement aux manifestations de rentrée :

Samedi 4 septembre :
Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité !

Mardi 7 septembre :
Imposons nos revendications pour une autre réforme des retraites !

Cécile Ropiteaux,
27 août 2010

Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité

Paris, le 4 août 2010

Une avalanche de discours et d'annonces provocatrices s'est abattue depuis plusieurs jours sur notre pays. Jusqu'au plus haut niveau de l'État, on entend des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite. Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine, alors que déjà une crise sociale et économique d'une extrême gravité menace la cohésion de la société tout entière.

En quelques jours, les plus hautes autorités de l'État sont passées de l'exploitation des préjugés contre les Gens du voyage au lien, désormais proclamé, entre immigration et délinquance, puis à la remise en cause de la nationalité française dans des termes inédits depuis 1945. Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche s'inscrit dans une logique de désintégration sociale porteuse de graves dangers.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1^{er} de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires.

Nous appelons donc l'ensemble des citoyens de ce pays à manifester publiquement leur opposition aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent le vivre ensemble.

Pour signer en ligne : <http://nonalapolitiquedupilori.org/>

**Nous appelons à Dijon comme partout en France à une manifestation
le samedi 4 septembre 2010, Place DARCY à 14h00,
afin de fêter le 140e anniversaire d'une République
que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle.**

**Notre conscience nous interdit de nous taire
et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.**

Signataires en Côte-d'Or : LDH, SAF, FSU, Attac, RESF, ADISAR, PG, FASE, Ras l'front, NPA, les Verts, Europe Écologie, PS, CGT, Cimade, Solidarités 21, Mouvement de la Paix, MRAP, PC, Solidaires, CIGales, Les Alternatifs, MODEM, La Libre Pensée.

*A l'appel des fédérations syndicales :
CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA*

MARDI 7 SEPTEMBRE 2010

TOUS EN GRÈVE

**Rien n'est joué :
Imposons nos revendications pour
une autre réforme des retraites !**

**Tous ensemble à l'A.G.
à 10h30 à la Bourse du Travail à Dijon**

MANIFESTATIONS UNITAIRES

Rendez-vous : Dijon - Place de la Libération à 14h30
Beaune - Porte St Nicolas à 10h
Montbard - Place Gambetta à 17h



Les organisations syndicales de Côte d'Or CFDT - CFTC - CGC - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNSA

**Rien n'est joué :
Le 7 septembre, imposons nos revendications pour
une autre réforme des retraites !**

Après les fortes mobilisations du premier semestre, et notamment le 24 juin dernier qui en Côte d'Or a rassemblé 8 850 personnes, les multiples initiatives qui ont ponctué l'été, montrent la détermination des salariés à faire entendre leurs revendications et leurs propositions concernant le projet de réforme des retraites dont le contenu est injuste et inacceptable.

La période estivale a été marquée par la persistance de la crise économique et sociale - la situation du chômage s'aggravant encore (*en Côte d'Or : + 10,8% en un an*) notamment pour les jeunes, les seniors - et par l'annonce de mesures de rigueur supportées essentiellement par l'ensemble des salariés. Le gouvernement poursuit une politique inadaptée en terme d'emplois et de pouvoir d'achat qui accroît les inégalités.

Les organisations syndicales CFDT- CFTC- CGC - CGT- FSU- SOLIDAIRES- UNSA de Côte d'Or considèrent aujourd'hui que rien n'est joué.

Elles appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à construire une mobilisation de grande ampleur par une journée massive de grèves et de manifestations le :

7 septembre à 14h30

Place de la Libération à DIJON

Le gouvernement et les parlementaires doivent entendre la mobilisation des salariés et répondre à leurs revendications pour d'autres choix en matière de retraites, d'emploi et de pouvoir d'achat. Les organisations syndicales se réuniront dès le 8 septembre pour analyser la situation et décider des suites unitaires à donner rapidement à la mobilisation.

Dijon, le 27 août 2010

Partage des richesses.

En 1980, la répartition de la richesse produite était en France de 70% pour les salaires et 30% pour le capital (investissements et dividendes des actionnaires). En 2010, on en est à 80% contre 20%. Où sont passés ces 10 points ? Ne pourraient-ils contribuer à assurer nos retraites ?

Retraite, rien n'est joué.

Enterrons la « réforme » !

Fausse évidence démographique.

Sachant que le très sérieux Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit le doublement de la productivité à l'horizon 2050, il suffirait d'un actif dans quarante ans pour produire la même richesse que deux actifs aujourd'hui. Il sera donc tout à fait possible de maintenir l'équilibre des régimes de retraites avec moins d'actifs qu'aujourd'hui... à condition d'accepter d'allouer une partie des gains de productivité aux salaires et aux cotisations sociales au lieu de gonfler sans fins les poches des actionnaires et de baisser les impôts des catégories les plus aisées.

Nous méritons mieux que le diktat des marchés financiers et les injonctions des agences de notation. Les salariés et les retraités ne sont pas responsables de la crise. Pourquoi devraient-ils en faire les frais ? D'autres choix sont possibles, des solutions alternatives existent. Il s'agit d'un choix de société.

Mardi 7 septembre, toutes et tous en grève et à la manif.



Mensonge.

Le gouvernement nous dit que le niveau des pensions et des retraites sera maintenu. Mensonge. Avec les « réformes » de 1993 et 2003, ce niveau a déjà baissé. L'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge légal de départ à la retraite auraient pour conséquence une paupérisation générale des « seniors ». Les femmes et les travailleurs précaires seraient particulièrement touchés. Quant à ceux qui auront les moyens, on leur proposera les fonds de pensions et les assurances privées.

Baisse du pouvoir d'achat.

La hausse du taux de retenue pour pension civile projetée par le gouvernement amputerait nos salaires nets de l'équivalent d'une journée par mois... et cela sans que cela n'apporte un centime de plus aux salariés du secteur privé ! Regardez mon équité comme elle est belle !

Les citations de l'été 2010

Benoît Hamon, porte-parole du PS : « Quelle astuce, quel trucage, messieurs Fillon, Woerth ou Baroin vont-ils encore trouver pour justifier que l'on sacrifie 1.200 postes d'infirmières en un seul et unique chèque (de 30 millions d'euros) libellé à l'ordre de Madame Bettencourt ? La première fortune de France s'est vue reverser une somme astronomique, dont l'État aurait pu faire usage pour améliorer la situation des Français qui payent aujourd'hui les pots cassés d'une crise dont ils ne sont pas responsables. 30 millions d'euros, c'est 1.500 retraités à 1.500 euros par mois pendant un an. 30 millions d'euros, c'est aussi le coût moyen de la construction de 3 collèges ».

Maître Eolas, blogueur (Journal d'un avocat) : « Parce que votre serviteur, qui a quatorze aïeux tous Français, pourrait assassiner tous les policiers et gendarmes de France sans qu'on puisse toucher à sa nationalité. Parce que la nationalité n'a rien à voir avec l'honnêteté. Parce que la perspective de perdre sa nationalité n'a jamais arrêté le bras d'un meurtrier (pas plus que ne le fait la perspective de perdre sa liberté ou ne le faisait celle de perdre sa tête). Enfin, parce que rien ne permet ne serait-ce que supposer que les étrangers ayant acquis récemment la nationalité française soient particulièrement enclins au crime, et que prendre une mesure les visant spécifiquement est insultant à leur égard et crée une catégorie de Français avec sursis qui est contraire à notre tradition nationale d'unicité de la nationalité, fondée sur le principe d'égalité, dont nous décorons le frontispice de nos mairies mais négligeons trop souvent de mettre en œuvre. Mais effectivement, à part ça, il n'y a rien de choquant. En continuant à fermer les yeux très fort, vous pourrez continuer de prétendre ne rien voir. »

Thierry Mariani : « La France invisible et silencieuse pense que la nationalité française n'est pas une carte de crédit donnant uniquement accès à des services. Il y a aussi des devoirs. » *Nos gouvernants sont très forts, ils sont capables d'entendre ce que pense la « France invisible et silencieuse » !*

Frédéric Lefebvre, porte-parole du gouvernement et député UMP : « La très forte abstention aux régionales a traduit de nouvelles attentes des Français, notamment sur la question des gens du voyage et des Roms ». *Là, c'est carrément un don de voyance ! Il prétend s'exprimer au nom des Français, alors que les fortes demandes sécuritaires « enregistrées » par les sondages ont toujours suivi, et non précédé, le bruit politico-médiatique. Ces propos sont vraiment ignobles.*

Christian Estrosi, ministre de l'Industrie et maire de Nice : « Français ou voyou, il faut choisir. » Il entend également condamner les « maires laxistes » à de fortes amendes : *Chiche ! Qu'on sanctionne les communes qui ne respectent pas la loi SRU sur les logements sociaux ou la loi Besson sur les aires d'accueil des gens du voyage, et notamment... Nice et Neuilly !*

Eric Ciotti, député UMP, propose de rendre responsables pénalement les parents de mineurs délinquants : « Le message que devra adresser cette loi (...) est de réaffirmer au sein de l'édifice familial cette responsabilité dont les bases ont été sapées depuis mai 68, quand on a commencé à pilonner les notions d'autorité, de discipline, de respect de la règle et, plus globalement, de respect de la loi ». *Cette accusation ne manque pas de piquant dans le contexte actuel d'un gouvernement englué dans des affaires douteuses mettant à mal, précisément, le respect de la règle et des lois...*

Julien Dray, député socialiste : « La vraie question est de savoir combien on va mettre d'éducateurs sur le terrain, combien d'assistantes sociales, comment va-t-on renforcer l'encadrement scolaire en dédoublant les effectifs des écoles ? »

Me Eolas : « *Le Canard* raconte aussi un épisode cocasse où M. Ciotti, l'homme qui veut envoyer les parents des voyous en taule, s'est fait prendre la main dans le pot de prise illégale d'intérêt par le procureur de Nice, sur l'attribution du marché des cantines scolaires. Le procureur ayant eu la délicatesse de se racler la gorge suffisamment fort, M. Ciotti a fait demi tour au frein à main et a conservé les cantines en régie. Les parents de M. Ciotti ont eu chaud. »

Matthieu Bonduelle, vice-président du Syndicat de la magistrature et juge d'instruction à Bobigny : « L'emploi de l'expression "préssumé coupable" est à la fois l'inverse des principes de droit français, mais

également anti-démocratique puisqu'en disant cela, Brice Hortefeux a la volonté de désigner quelqu'un publiquement à la vindicte populaire. Dans le droit français, on est en effet présumé innocent tant que la culpabilité n'a pas été établie. L'accusé a moins de moyens pour démontrer son innocence que l'État n'en a pour montrer son implication. C'est finalement logique en démocratie de dire que c'est à la force publique d'apporter la preuve de culpabilité ».

Cet été fut particulièrement fourni en citations abjectes :

N. Sarkozy (discours de Grenoble) : « Nous subissons les conséquences de l'échec de cinquante années d'immigration non régulée. »

Lefebvre : « La question des étrangers est un problème majeur dans notre pays. Chacun sait qu'il y a des liens entre délinquance et immigration. Ce n'est pas correct de le dire, mais c'est une réalité. »

La méthode est bien connue, surtout à l'extrême-droite de l'échiquier politique : il s'agit de répéter des mensonges encore et encore, de les crier bien haut comme autant d'évidences, d'en imprégner les discours...

Pierre Tévanian (Les Mots Sont Importants) : « C'est bien le racisme et lui seul qui, pour reprendre une formule de Sartre, permet aux maîtres de communier avec leurs serviteurs. »

Éditorial du **New York Times** : « La France n'a pas d'équivalent au 14^e amendement [de la Constitution des États-Unis, qui garantit l'égalité entre les citoyens], mais le président français, Nicolas Sarkozy, qui aime se faire appeler "Sarko l'Américain", est en train d'alimenter des sentiments anti-immigrés dangereux, pour des gains politiques à court terme. (...) Tout cela dans un pays qui a longtemps défendu le principe que tous les citoyens français -qu'ils soient nés dans le pays ou naturalisés- ont droit au même traitement face à la loi. (...) Mais taper sur les immigrants est populaire parmi les électeurs non-immigrés, et M. Sarkozy n'a jamais hésité à le faire. (...) Aujourd'hui, alors que sa popularité est au plus bas, et que le Front national remonte avec des dirigeants plus jeunes, il va encore plus loin, inquiétant même la droite classique qui partage les valeurs des droits de l'homme et de l'égalité entre les citoyens. Ils ont raison d'être inquiets, et il a tort, de manière irresponsable, d'ignorer leurs conseils de prudence. »

Experts de l'ONU : « Le carnet de circulation [pour les gens du voyage] nous effraie, nous rappelle l'époque de Pétain », a expliqué Waliakoye Saidou (Niger).

« Je ne comprends pas ce que c'est qu'un Français d'origine étrangère et je me demande si cela est compatible avec la constitution », s'est interrogé Gun Kut, l'expert turc, qui se dit « inquiet du racisme dans le discours politique français ».

L'expert togolais, Dieudonné Ewomsan, a évoqué les déclarations de Nicolas Sarkozy, le 30 juillet : « Le discours du chef de l'État n'est pas seulement discriminant, c'est aussi une incitation à la haine. »

Selon **Julie Gromellon**, représentante permanente de la FIDH à Genève, ces questionnements sur le respect de la constitution d'un pays sont « assez rares » : « D'habitude, les experts s'interrogent sur la conformité d'une politique nationale par rapport à la convention. Mais là, les membres du comité ont été choqués par les récentes déclarations au plus haut niveau de l'État. »

Henriette Asséo, historienne, professeure à l'École des hautes études en sciences sociales : « Il n'existe pas en Europe de peuple qui ne soit modelé par l'histoire nationale ; la vision qu'on tente d'imposer d'un peuple tsigane, "nomade" par nature, serait ridicule si elle n'avait pas des effets politiques dévastateurs. (...) A l'heure actuelle, sur les 15 000 Roms de la nouvelle migration en France (une goutte d'eau parmi les 150 000 étrangers qui s'installent chaque année dans notre pays), il n'y a aucun "nomade ethnique". »

Serge Portelli, magistrat : « Marc Bloch nous invite à réfléchir à ces années grises pour éviter qu'elles ne deviennent noires ou brunes. Car nous sommes précisément dans ces années-là, dans une de ces zones incertaines de l'Histoire, de celles qu'on regarde a posteriori avec d'infinis regrets ou d'immenses colères en disant « c'était encore possible, et ils n'ont rien vu, ils n'ont rien fait. » La Résistance nous laisse un immense héritage. (...) Au-dessus de toute autorité, il y a des valeurs d'humanité fondamentales, il y a notre dignité d'Homme, qui doit nous guider en tout et contre tout ; notre vigilance envers le pouvoir doit

être quotidienne car de l'état de droit à l'état de non-droit, le glissement peut se faire insensiblement, insidieusement, sans que nous nous en rendions compte. (...) Aujourd'hui nous ne sommes plus dans une démocratie, nous ne sommes pas non plus encore dans un état autoritaire, nous sommes dans un « état-limite ». Nous constatons des atteintes aux libertés sans égales dans notre Histoire récente, c'est aujourd'hui dans les lois qui sont appliquées et dans les programmes politiques une passion, une pathologie du fichage, de la surveillance, de l'enfermement, de l'exclusion. (...) Cet état-limite, il n'arrive pas par hasard, ce ne sont pas des lois de circonstances qui font que nous en sommes arrivés là, mais c'est le résultat d'une idéologie très précise, qui est totalement contraire à celle des droits de l'Homme et aux valeurs de la Résistance. Cette idéologie, il est facile de la lire dans les propos du président actuel. Les valeurs promues par notre gouvernement ne sont pas les nôtres, ce sont celles relevées par exemple dans un discours de 2007 : la famille, la patrie, la religion, la société, le travail, la politesse, l'ordre, la morale... donc rien de très étonnant à ce que nous parlions aujourd'hui de Vichy. (...) Le pire, ce sont les germes qui sont posés aujourd'hui, où les hommes peuvent être punis parce qu'ils sont dangereux ; on est en train de créer des catégories de sous-hommes : les fous, les étrangers, les jeunes, les délinquants, et tous les « ennemis de l'intérieur » que nous sommes devenus, ennemis qu'il faut fichier, surveiller indéfiniment. Face à cette idéologie, face à cet état-limite, face à cette négation des valeurs de la Résistance et de la République, nous avons un devoir de vigilance et de résistance ; notre devoir, c'est d'engager le combat qui doit être permanent et nous mobiliser chaque jour, et qui doit être celui de chacun d'entre nous. »

Gabi, Romni : « Ils nous ont séparés, mettant les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre, nous menaçant de nous enlever nos enfants dès que nous tentions de protester, et ils ont embarqué tous les hommes. (...) Nous ne sommes pas des voleurs", ajoute-t-elle, disant sa peur d'être envoyée en Roumanie. "Nous n'avons rien là-bas, pas de maison, même plus de famille. »

Père Arthur, prêtre lillois : « J'ai décidé de renvoyer au ministre de l'Intérieur la médaille de l'ordre national du Mérite qu'il m'avait décernée il y a quatre ans, pour protester contre le sort actuellement réservés aux minorités en France, et plus particulièrement aux Roms. Vu la politique qui est actuellement menée par le gouvernement, je ne peux pas la garder. »

Jean-Pierre Grand, député UMP (villepiniste) : « Peut-on être un député de la République et laisser faire cela sans réagir quand on découvre que les forces de l'ordre, intervenant très tôt le matin, trient les familles, les hommes d'un côté, les femmes et enfants de l'autre, avec menace de séparer les mères et les enfants? », s'est insurgé l'élu. Selon M. Grand, qui a appelé à la démission du préfet, « tous les Républicains ne pourront que condamner ces méthodes qui rappellent les rafles pendant la guerre ».

Edwy Plenel, journaliste : « Et, de fait, qu'est-ce que la promotion de la xénophobie et la diffusion du racisme, au cœur des discours et des actes officiels, sinon une diversion à l'usage des classes populaires par rapport aux réalités sociales qu'elles endurent ? Vieille et dangereuse recette où la guerre des pauvres fait la paix des riches, où le plus grand nombre est renvoyé aux peurs et aux haines tandis qu'une infime minorité s'enferme dans une citadelle de confort et d'indifférence. (...) L'imaginaire de cette présidence est policier, d'une police sans limites ni freins, colonisant l'État, ses préfectures et ses discours, ses administrations et ses lois. Ce qu'elle installe, avec détermination, c'est un État de guerre intérieure, un État policier de guerre sociale qui entretient l'affrontement entre les opprimés et les dominés en les dressant les uns contre les autres par l'exacerbation des hiérarchies d'origine et d'appartenance. »

Machiavel : « La meilleure forteresse des tyrans, c'est l'inertie des peuples ».

... alors, bougeons !!!